

CIBLE

MERCI !

Dans la perspective électorale du printemps prochain, les investitures vont bon train, d'abord à gauche et maintenant à droite. Comme beaucoup de nos concitoyens, nous attendrons la publication des programmes pour arrêter nos décisions. Mais d'entrée de jeu nous voulons dire merci.

Merci à la droite, merci au RPR et à l'UDF, merci à MM. Pasqua et Séguin. Grâce à l'opposition démocratique, dans toutes ses composantes et variantes, le Front national est aujourd'hui marginalisé. Après trop d'années d'atavismes, de complaisances et de complicités, la droite classique a enfin compris que le national-populisme était son pire ennemi. Elle a établi, aux élections régionales, un cordon sanitaire qui a bien fonctionné. La voici encouragée à persévérer et M. Le Pen se trouve d'autant plus gêné que les dirigeants du RPR opposés à Maastricht ont récupéré et tempéré tout un courant patriotique et populaire lassé par le chiraquisme et par la gauche jacobine.

Ce service rendu à la démocratie par la droite ne diminue en rien les mérites et la nécessité du mouvement antiraciste auquel nous participons. Mais il importe que les dettes soient reconnues.

BIOÉTHIQUE



**La science
contre l'humain ?**

M2242 - 590 - 15,00 F



Moscou

Le bateau ivre

L'ampleur du drame qui se prépare à Moscou est à l'échelle du pays : gigantesque. Quelques touches pointillistes : l'angoisse commence dès l'aéroport, le guide censé m'accueillir n'est pas là. Pour quelques dollars de plus, il a sans doute accepté une autre mission. Une horde de « chauffeurs de taxis » (qu'ils soient officiels ou non, il n'y a jamais de compteurs à bord des véhicules) me harcèle et m'empoigne fermement. Pas question d'embarquer avec l'un ou l'autre de ces costauds à la mine patibulaire : quelques collègues, mal avisés, se sont ainsi retrouvés molestés, dépouillés et laissés pour morts au bord d'un terrain vague. Il m'en coûtera 30 \$, une cartouche de cigarettes et quelques plaques de chocolat pour me faire conduire, en toute sécurité par le chauffeur d'une association venue réceptionner quelques amis allemands.

Cette « contribution » représente près de quatre mois du salaire moyen d'un moscovite (6 à 8.000 roubles, soit 60 à 80 F par mois, avec une inflation quotidienne qui tourne autour de 5 % !). A mon arrivée, le 7 novembre, il fallait 370 roubles pour obtenir 1 dollar. A mon départ, le 21, il en faudra plus de 460.

L'énoncé de ces quelques chiffres,

De retour de Moscou où il vient de séjourner une quinzaine de jours, Guy Leclerc-Gayrau nous a confié quelques brèves impressions. Sombres perspectives...

dans leur froideur et leur cynisme, devrait suffire à laisser imaginer les innombrables spectacles de désolation que peut offrir Moscou : magasins et cantines d'État toujours aussi désespérément vides de marchandises... queues... bousculades, marchés noirs, trafics en tous genres : drogue, cigarettes, armes de tous calibres, caviar, uniformes militaires, revues pornographiques, filles à un dollar, vodka, travestis, call-girls de luxe, voitures volées... Ici, chaque conducteur retire ses essuie-glaces dès qu'il se gare et s'éloigne de son véhicule.

Une grande partie de la jeunesse du pays ne travaille plus. Elle magouille, elle trafique, elle s'arsouille. Nulle richesse nouvelle ne se crée. Pourquoi poursuivre des études ? Mon chauffeur officiel est ingénieur. Son salaire mensuel est de 4.000 roubles. Il « fait le taxi » pour survivre, et me propose toutes les marchandises que je peux souhaiter : de l'icône à la Kalachnikov ! Le patrimoine national comme l'arsenal militaire se bradent sur la place publique ou dans les bars tenus par la mafia.

Les plus âgés, admirables de rési-

gnation, qui en ont vu d'autres et qui savent que ce n'est pas fini, fouillent dans les poubelles du « Mac Donald » et font la manche dans les couloirs du métro. Dans les pharmacies, il n'y a même plus d'aspirine pour calmer leurs douleurs...



Les « actifs » (fonctionnaires, enseignants, militaires ou miliciens, ingénieurs ou techniciens...) se reconvertissent dans le « bizzness », la profession à la mode. Ainsi se crée-t-il près de dix banques par jour (7 en 1988, 200 en 1989, près de 6.000 aujourd'hui) dont on ne voit pas très bien à quoi elles peuvent servir puisqu'elles ne disposent pas de crédits (les taux d'intérêt sont en moyenne de 120%), elles ne collectent pas d'argent (il n'y en a pas, sauf à être « très sale »). De là à penser que cette frénésie bancaire vise à masquer quelques carambouilles ou à ventiler les aides occidentales, il n'y a qu'un pas. Beaucoup d'argent s'investit à Moscou : en Rolls Royce, casinos, boîtes de nuit, pizzerias, fast-food... La manne n'est pas perdue pour tout le monde. Et maintenant, le peuple affamé constate de visu que ces « bizennessmen » claquent en une soirée, au « Spanisch bar » l'équivalent de un à deux ans de leur salaire de base.

Le hall des grands hôtels (j'y ai payé 5 dollars un simple café) donne la mesure de la déferlante d'affairistes qui fait main basse sur la ville : beaucoup d'Allemands et d'Autrichiens, des Anglais et des Américains, beaucoup d'Italiens... et quelques très rares Français qui, eux, font plutôt dans le « culturel » et sont toujours dépités de voir que seulement deux ou trois livraisons hebdomadaires (de deux ou trois exemplaires) du « Monde » surnagent sur des piles de quotidiens anglo-saxons et italiens...

Ces quelques observations suffiront sans doute à traduire le climat d'anarchie qui règne aujourd'hui sur Moscou. Tout y est désormais possible, y compris le pire, car cette fois, le peuple voit et entend.

Guy LECLERC-GAYRAU

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Pouvoirs

Medias

L'esquisse d'une réforme

On pouvait craindre le pire... mais les propositions de réforme constitutionnelle présentées par le Président de la République ne ruinent pas l'architecture de la 5^e République. Espérons que la suite du processus ne vienne pas démentir notre optimisme !

Dans les mois (et les années ?) qui viennent, nous aurons de nombreuses occasions de revenir sur la réforme des institutions et de faire campagne sur quelques points décisifs. En cette première phase d'observation, soulignons simplement ce qui suit :

ment :

- d'une part le régime présidentiel à l'américaine est écarté ;
- d'autre part la procédure vicieuse du referendum d'initiative populaire - souhaitée par le Front national et les écologistes - n'est pas envisagée ;
- enfin et surtout, il y a cette formule tarabiscotée par laquelle le président de la République rejette le quinquennat : « ma préférence, écrit François Mitterrand, va à un



reprises : la réforme de l'ordre du jour, l'extension du domaine de la loi et, sous réserve de précision, la limitation de l'usage de l'article 49-3 sont des propositions sages qui vont dans le sens de l'esprit des institutions de la 5^e République, dont François Mitterrand rappelle le caractère parlementaire.

- la réforme du Conseil supérieur de la magistrature était attendue, et les propositions présidentielles devraient faciliter sa mise en œuvre.

- nul ne devrait trouver à redire quant au développement de la démocratie, sous la forme du droit de saisine du Conseil Constitutionnel par les citoyens et sur l'extension de la procédure référendaire aux garanties des libertés publiques.

A la satisfaction provoquée par ces trois propositions pertinentes, s'ajoute trois motifs de soulage-

ment d'une durée plus longue que celle d'un député et au moins aussi longue que celle d'un maire ou d'un conseiller général ». Ceci en raison du rôle arbitral du chef de l'État. C'est reconnaître implicitement que le septennat est la moins mauvaise des solutions dans le régime politique actuel, et c'est se montrer explicitement fidèle au principe (monarchique et gaullois) de prééminence du chef de l'État.

Tout péril n'est cependant pas écarté. Les propositions présidentielles sont soumises à un comité consultatif qui semble majoritairement acquis au quinquennat, et les projets de réforme s'inscrivent dans le cadre de la cohabitation avec une opposition qui se méfie de toutes les initiatives présidentielles - tant elle est peu sûre d'elle-même et de sa « doctrine » constitutionnelle.

Sylvie FERNOY

Arroseurs arrosés

Maintenant qu'ils sont touchés par les scandales les journalistes réagissent comme les hommes politiques qu'ils jugeaient si sévèrement...

Attachés à la présomption d'innocence si allègrement méprisée par les médias depuis de trop nombreuses années, nous attendons que la justice fasse son œuvre au lieu de faire des cartons sur Patrick Poivre d'Arvor, Yves Mourousi et quelques autres. D'ailleurs, on aurait tort de s'en tenir à l'affaire Botton, qui n'est que la partie immergée de l'iceberg des pratiques douteuses ou frauduleuses qui ont cours dans la grande presse.

Pratiques douteuses ? Il y a les petits ou les gros cadeaux qui entretiennent l'amitié - des billets d'avion à la voiture que l'on « prête » à tel journaliste spécialisé. Il y a les charters remplis de critiques littéraires qui sont invités par les maisons d'édition au Mexique ou en Égypte à l'occasion de la sortie du nouveau Le Clézio ou du nouveau Lacouture (1)...

Pratiques frauduleuses ? Outre celles qui sont en cours d'instruction, il existe à la télévision une publicité clandestine très prisée par certains présentateurs...

Comme en politique, les mécanismes de la corruption active et passive dans la presse ont été cent fois décrits. Et le milieu médiatique utilise les mêmes procédés que la classe politique pour défendre sa vertu outragée :

Le célèbre Poivre d'Arvor est soupçonné ? La malheureuse victime de la médisance publique dénonce un « complot du pouvoir » en des termes qui évoquent la douce paranoïa qui sévit place du Colonel Fabien.

Des erreurs manifestes (Timisoara) ou des fautes graves (les écoutes sauvages exploitées par L'Événement du Jeudi) sont commises ? De bonnes âmes s'empressent d'utiliser la technique du rideau de fumée en soulignant que la plupart des journalistes sont d'une scrupuleuse hon-

nêteté intellectuelle et financière tandis que quelques colloques sont organisés sur « Journalisme et Information ».

Quelques mauvais coucheurs osent évoquer la sévérité de la déontologie américaine ? Trois vedettes des médias, qui importent tous leurs « concepts » d'Outre-Atlantique, s'écrit la bouche en cœur qu'on veut, à travers elles, assassiner la démocratie... Déplacer le débat, transformer le fautif que l'on est en victime héroïque, n'est-ce pas là un des procédés favoris de la classe politique ?

L'embêtant, pour la grande presse, c'est que l'opinion publique n'est pas plus abusée par les gens de médias que par les politiques. Elle connaît par cœur les manœuvres d'auto-défense, et tire une conclusion simple des scandales qui sont révélés : la presse n'est plus digne de confiance, les journaux sont de moins en moins lus, les informations radio-télévisées s'inscrivent, sans plus, dans le cours du spectacle médiatique.

Comme les politiques, les « grands professionnels » des médias pontifient comme si de rien n'était, en pensant que l'orage passera. Comme les politiques, ils se réveilleront un jour au beau milieu d'un désastre intellectuel et moral. Sans doute est-il encore possible de l'éviter.

Annette DELRANCK

(1) Ces exemples sont véridiques.

Annette Delranck est une cochonne...

Oui, ma consœur Annette écrit comme une cochonne ! Dans le dernier numéro, à propos de l'affaire Botton, en déchiffrant ses pattes de mouche, notre typographe aux yeux fatigués a cru lire beau-fils alors qu'il fallait lire beau-frère et Bernard alors que le susdit Botton s'appelle Pierre.

Oui, notre secrétaire de rédaction, qui n'a rien vu, devait encore être entre deux vins...

Heureusement que nos géniaux et cultivés lecteurs avaient rectifiés, et merci à ceux d'entre eux qui ont pris la peine de nous téléphoner pour fustiger nos errements.

Sylvie FERNOY

On achève bien les chevaux

Les négociations engagées en 1986 à Punta del Este, dans le cadre de l'« Uruguay round », qui avaient pour objectif d'élargir les accords du GATT aux produits agricoles et aux services, jusque là exclus, ressemblent de plus en plus à une course d'obstacles où les pays qui auront su faire preuve d'endurance et manoeuvrer auront plus de chance de voir aboutir leurs doléances.

Dans cette perspective, la France semble bien mal partie. En effet, les difficultés rencontrées dans le domaine agricole viennent de mettre en évidence son incapacité à définir une politique globale, établie sur le long terme.

Cette définition nécessiterait, tout d'abord, une maîtrise de l'ensemble

Outre qu'il s'agit là d'une erreur tactique grave, car en dévoilant trop tôt leur jeu, la France et l'Europe se sont, d'emblée, placées en position de faiblesse, cela aurait permis d'éviter une nouvelle crise paysanne et d'afficher les différences d'appréciation qui existent dans ce domaine au sein de la classe politique française (1). Il est vrai qu'à l'époque

nes accordées à l'agriculture, une baisse des prix des céréales de l'ordre de 30% et un alignement sur le système d'aide américain.

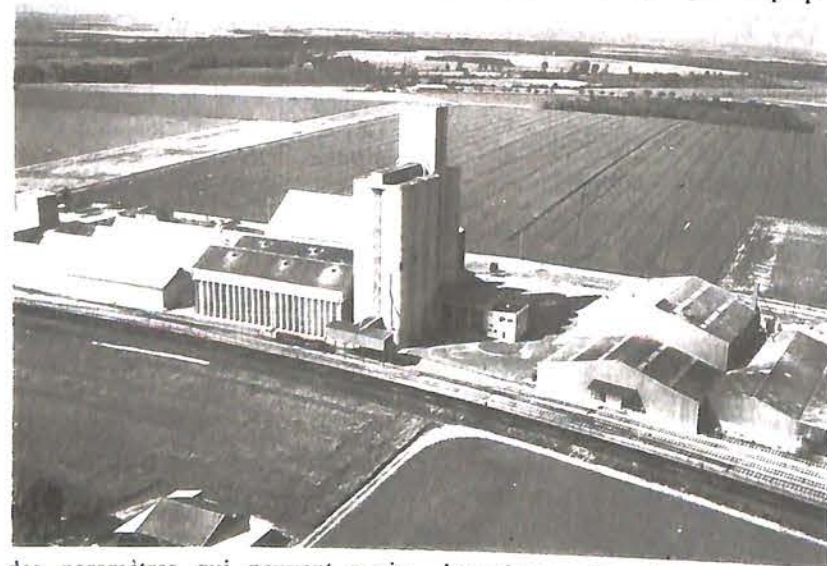
Liés par ces concessions, les négociateurs européens ne pouvaient que baisser les bras face aux exigences américaines. Il est vrai que l'on n'a pas eu besoin de vraiment les forcer. De fait, l'accord conclu à Washington qui prévoit, notamment, une réduction des exportations subventionnées de 21%, au lieu des 18% compatibles avec la PAC, confirme les craintes que l'on pouvait avoir. Conséquence de cette reculade : le gel des terres de 15% prévu par la PAC devra être revu à la hausse. A l'heure où une partie de l'humanité meurt de faim, on peut s'interroger sur l'utilité de telles mesures.

Car au-delà de l'aspect purement formel, la question qui se pose n'est pas tant de savoir si le compromis de Washington est compatible avec la PAC, mais de savoir s'il est opportun, au nom d'on ne sait quelle paix commerciale, de toute façon illusoire et inaccessible, de sacrifier, au profit des Américains, un pan entier de notre économie et de diminuer la production et l'exportation de produits agricoles.

Dans cette histoire à rebondissement, le président de la République a décidé, pour se sortir du piège dans lequel il s'était lui-même enfoncé, de temporiser en déclarant qu'il ne saurait signer qu'un accord définitif global, espérant ainsi que les Américains lui sauront gré des concessions faites dans le domaine agricole et seront moins intransigeants sur le reste. Compte-tenu de ce qui s'est passé jusqu'à présent, on peut craindre qu'il n'en sera rien et que la France ne saura pas mieux défendre ses intérêts dans le secteur des services. Suite au prochain épisode.

Patrice LE ROUË

(1) La réforme de la PAC a été adoptée en mai dernier avec trois voix d'avance.



des paramètres qui peuvent avoir des répercussions sur la prise de décision. Et non pas le traitement au coup par coup en fonction du calendrier. En ce qui concerne l'agriculture, il eut été plus judicieux de lier toute réforme de la politique agricole commune (PAC) aux pourparlers engagés dans le cadre du GATT et, partant, de retarder son adoption. Au lieu de cela, le gouvernement français a préféré, probablement pour montrer aux Américains sa bonne volonté, soumettre au Parlement, dès le printemps, le projet de réforme de la PAC laborieusement mis au point avec ses partenaires européens.

les préoccupations du gouvernement étaient davantage tournées vers Maastricht que vers Punta del Este.

Une politique globale impliquerait, également, un minimum de fermeté et de cohérence. Ainsi, en mai dernier, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, après avoir repoussé avec la plus grande énergie toute réforme de la PAC qui mettrait en péril les intérêts de l'agriculture française, a capitulé, laissant mal augurer de l'attitude du gouvernement français dans le cadre des négociations du GATT. Déjà cette réforme prévoyait un renoncement des primes à l'exportation sur lequel se fondaient les subventions européen-

L'incendie au château

Windsor en flammes, la famille royale en lambeaux, la Reine soumise à l'impôt, des femmes clergymen, l'évêque anglican de Londres qui passerait à Rome, la dépression économique la plus forte depuis les années trente : rien ne va plus au royaume d'Angleterre.



sûre d'elle-même et d'un élitisme moderniste, Oxbridge votant travailliste, années où Clinton y étudiait, une prédominance Labour succédant au tourisme gentiment suranné des churchilliens finissant (51-64), les années 79-92 d'hégémonie conservatrice devraient être suivies d'une ère nouvelle. Pour que cette loi des cycles puisse jouer, il faudrait que soient levées plusieurs impossibilités politiques. Le parti travailliste n'a pas accompli la mue qui a transformé le parti démocrate. Il reste le parti des chômeurs, des défavorisés, des immigrants. Or le problème n'est pas un problème de classes ou de « société sans classes » comme le voulait le slogan électoral de Major. En Angleterre, les choix de société sont décidés sur des problèmes de structure de la balance des paiements.

Aujourd'hui, le problème est que l'Angleterre est en train de passer d'un modèle industriel à un autre,

qu'elle ne produit plus ce qu'elle consomme, pas seulement au plan de son alimentation mais au plan de son équipement, et qu'elle vit des investissements étrangers, non plus ceux qu'elle fait mais ceux qu'elle reçoit. 40% de l'investissement américain et japonais en Europe se situe en Grande-Bretagne. 20% de la production industrielle est le fait des entreprises étrangères. Demain le pourcentage passera à 40% (puisque parallèlement le nombre d'entreprises nationales décroît très vite). Dans ces conditions, l'Angleterre aura reconstitué sa base manufacturière exportatrice mais avec d'autres méthodes, d'autres dirigeants et dans d'autres régions que ceux et celles qui s'incarnent aujourd'hui dans le gouvernement Major. Londres et le Sud, bastions du parti conservateur, sont en perte de vitesse alors que l'investissement étranger se fait principalement dans le Nord et en Ecosse, bastions du

parti travailliste. L'Ecosse exporte maintenant deux fois plus d'ordinateurs que de whisky, sans parler du pétrole. Le Nord-est est la plus forte concentration en Europe d'investissements asiatiques.

Édimbourg pouvait donc passer pour le bon choix pour un sommet européen dynamique. Il est regrettable que ces réalités nouvelles n'aient pas percé le halo de brume et de fantômes qu'on associe volontiers aux châteaux écossais et qui permet sans doute la transition à celui d'Elseneur où la Communauté européenne va s'amarrer pour le prochain semestre de présidence danoise !

Avant que le parti travailliste ne puisse donner son expression politique à cette mutation socio-économique, en s'inspirant du travail accompli par Clinton, il lui faudra surmonter le handicap sérieux du mode de scrutin et du système de représentation parlementaire qui n'ont pas la souplesse qui joue aux États-Unis. La seule chance d'une alternance est pour le moment dans une coalition qui peut précipiter la déconfiture du cabinet Major et la pression exercée par le tiers parti SDLP de Paddy Ashdown qui perpétue en le renouvelant l'héritage du vieux libéralisme gladstonien et rassemble environ 20% des suffrages.

Une redistribution des cartes s'avère donc indispensable. La Grande-Bretagne doit désormais comme les États-Unis se préoccuper d'abord d'elle-même, à la suite de quoi elle se découvrira plus mûre qu'elle ne le croit pour une Europe plus réaliste et moins mythique que celle qu'elle a aujourd'hui en tête. D'ailleurs Maastricht n'impose-t-il pas à chacun des pays membres - et c'est peut-être là son principal mérite - de se mettre en phase intérieurement à la fois en termes économiques et en termes politiques ? L'ironie de l'histoire serait que ce soit les États-Unis de Clinton qui nous ouvrent la voie.

Yves LA MARCK

Lys Rouge

BELGIQUE

Quel avenir pour la monarchie ?



L'Ordre du Saint-Esprit

SOMMAIRE du N° 46

♦ Éditorial : Lys rouge ?

DOSSIER BELGIQUE

✓ Statut et attributions du Roi des Belges

✓ Les méandres de la succession

✓ Discours du Roi : la Belgique et l'Europe

♦ Monarchies étrangères : revue de presse (Roumanie, Yougoslavie)

♦ Révolution et religion : une civilisation ne s'auto-détruit pas

♦ Uchronie : Varennes, le roi est libre !

♦ Anarchisme : Vive le son d'explosion !

♦ Aspects historiques et symbolique de la création de l'ordre du Saint-Esprit

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 46 du Lys Rouge (25 F franco).

☐ s'abonne au Lys Rouge pour 4 numéros (60 F) à partir du n° 46.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

La monarchie dans tous ses états..

● **Royaliste** : Le titre choisi semble en un sens au moins tout à fait approprié puisque la monarchie - britannique notamment - est secouée par une vague de scandales. En quoi la monarchie est-elle aujourd'hui « dans tous ses états », en Grande Bretagne, en Espagne, en Belgique... ?

Stéphane Bern : Il est vrai que cette année la monarchie n'a pas quitté le devant de la scène. De scandales en révélations, d'indiscrétions en potins, les cours d'Europe nous ont maintenu en haleine : il y eut ainsi l'annonce du divorce prochain du duc d'York et de sa femme Sarah Ferguson, la brouille entre Charles et Diana, les escapades extra-conjugales du roi d'Espagne... De fait, l'opinion publique veut tout savoir de la vie privée des familles royales et toute une presse étale complaisamment le linge sale déballé en public.

● **Royaliste** : Cette curiosité a-t-elle une signification particulière quant elle se porte sur les familles royales ?

Stéphane Bern : A travers les princes et les rois nous vivons par procuration nos rêves les plus secrets. Ces monarches nous tendent une sorte de miroir des vertus aristocratiques dans lesquelles nous voudrions nous reconnaître et qui pourraient rehausser la banalité de notre vie quotidienne en nous permettant d'accéder à une sorte d'ailleurs, au monde des contes de fées de notre enfance.

Mais en même temps, on s'aperçoit que les rois sont comme nous, à notre image : la famille royale est à l'image des autres familles du pays - à cette différence que la famille royale est constamment sous les feux de l'actualité alors que nous avons la chance de vivre dans l'ombre. Il y a peut-être un plaisir de voyeur, avec une pointe de sadisme, que consiste à regarder les princes se débrouiller dans les affai-

res privées alors que leur situation est particulièrement compliquée : ils ont les mêmes sentiments et les mêmes égarements que nous autres, simples citoyens, mais tout ce qui concerne leur vie privée est du domaine national. C'est pour cela que nous avons le droit de savoir, et que nous voulons tout savoir.

● **Royaliste** : Cette référence aux contes de fées veut-elle dire que la monarchie est une illusion ?

Stéphane Bern : Pas du tout ! Le faste des cérémonies - ce n'est pas le propre des monarchies - qui nous fait croire aux contes de fées n'est qu'un élément accessoire de manifestations qui sont avant tout de grands moments de communion nationale. N'oublions pas, surtout, que la monarchie est une réalité vivante dans l'Europe des Douze, mais aussi au-delà des mers. En Thaïlande, où le faste monarchique laisse particulièrement rêveur, le roi est d'abord celui qui, au moment des émeutes de Bangkok, a joué son rôle d'arbitre suprême au service de la démocratie. De même Juan Carlos n'est pas un roi de contes de fées, mais une réalité suffisamment présente pour faire obstacle à une sédition militaire...

● **Royaliste** : Est-il suffisant de dire que la monarchie est une réalité vivante ? On finit par s'y perdre ! Cette réalité vivante, est-ce la réalité du rite ? Est-ce la réalité politique ? Est-ce la réalité morale ?

Stéphane Bern : La réalité monarchique englobe ces trois aspects. Il y a un élément rituel de la fonction politique des monarches, lesquels ont également un rôle moral puisqu'ils incarnent à la tête de l'État un certain nombre de valeurs. Cela dit, je m'efforce de montrer dans mon livre que les monarches devraient s'attacher à leur fonction politique. L'essentiel, en ce qui concerne la Belgique,

c'est que le roi des Belges maintienne l'unité du pays et son existence même. L'essentiel, c'est que le roi d'Espagne ait couronné et pérennisé les institutions démocratiques espagnoles. On voit aussi, dans les monarchies de l'Europe du Nord, que la monarchie est indispensable comme médiation humaine, au-delà de toute bureaucratie, et comme facteur de rassemblement de la nation toute entière.

● **Royaliste** : Les rois doivent-ils être des héros ? Ou plutôt : faut-il de l'héroïsme pour être roi ?

Stéphane Bern : Pour un roi, l'héroïsme consiste à accomplir sa mission historique, à remplir le contrat moral que sa famille a passé avec la nation. Ce qui implique

beaucoup d'exigences, dont certaines sont contradictoires. Ainsi, le roi doit être populaire, donc visible, ce qui implique qu'il participe d'une certaine manière au « star-system », alors que la fonction politique doit se défaire de tout ce qui est « show-business ». L'héroïsme c'est, au-delà du battage médiatique, de consacrer toute sa vie au service du bien commun, de se soucier en permanence de celles et ceux qui connaissent d'une manière ou d'une autre la souffrance et l'exclusion sociale. L'héroïsme, c'est que les reines et les rois, les princes et les princesses sacrifient leur bonheur privé sur l'autel de l'État, renoncent à leur confort bourgeois pour satisfaire à cette exigence de service du prochain. Beaucoup envient la vie de cour, les voitures luxueuses, les

magnifiques réceptions... Mais quel citoyen accepterait de subir le millième de ce qu'endurent les familles royales : cette tâche qui n'en finit pas, cette pression constante des médias, cette vie entièrement passée sous le regard d'autrui ?

● **Royaliste** : Justement, à force de trop demander aux familles royales ne risquent-elles pas de décevoir, et cette déception ne compromet-elle pas à terme l'avenir des monarchies ?

Stéphane Bern : Plus que jamais, l'avenir des monarchies est lié aux monarches. D'ailleurs, il y a dans tous les domaines une nette tendance à personnaliser le pouvoir. Mais il y a en effet le danger que le roi ou la reine ne soient pas exemplaires dans leurs fonctions politiques puisqu'ils incarnent l'identité du pays, la continuité de l'État, l'indépendance de la nation, le respect des minorités, des familles politiques, des religions, et l'arbitrage sans lequel il ne saurait y avoir de projet politique. Personne ne conteste aujourd'hui que les monarches européens remplissent aujourd'hui pleinement ces fonctions.

● **Royaliste** : L'exercice de ces fonctions politiques par des reines et des rois aurait-il un intérêt pratique dans les pays de l'Est où existe une tradition dynastique ?

Stéphane Bern : Le roi Siméon de Bulgarie a toujours défendu les minorités de son pays : il a défendu la minorité juive pendant la guerre, il défend aujourd'hui la minorité musulmane qui a été persécutée par le pouvoir communiste et qui a été victime de la vindicte populaire au lendemain du changement de régime. Même chose en Roumanie, où les minorités hongroise, tzigane et juive sont menacées : le roi Michel a toujours dit qu'il fallait préserver les droits de toute les minorités et que la monarchie per-

mettait d'unir sous la même couronne les groupes religieux, les partis politiques et les populations les plus variés. C'est le vieux principe de l'unité dans la diversité, qui vaut à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, et que nous retrouvons en Belgique : c'est le roi qui fait tenir dans un équilibre plus ou moins stable les trois communautés qui vivent en Belgique.

● **Royaliste** : Justement, le roi et la reine des Belges viennent d'effectuer une visite d'État en France. Peut-on dire, pour eux et pour les autres monarches européens, qu'ils remplissent une véritable fonction diplomatique ?

Stéphane Bern : Tout à fait. Le roi des Belges n'est pas venu à Paris pour faire du tourisme, mais pour apporter à la France le salut de toute la nation belge. Il est d'autant plus important de le souligner que la tradition veut que le roi ne se rende qu'une fois dans un même pays : or c'est la deuxième visite d'État que Baudouin et Fabiola accomplissent en France, ce qui montre l'amitié très étroite qui existe entre les deux pays.

Lorsqu'il se déplace ainsi, un monarque agit dans un autre domaine que celui de la gestion des affaires politiques quotidiennes : il souligne par sa présence des liens historiques, des relations qui se situent bien au-delà des intérêts à court terme - même si ceux-ci ne sont pas pour autant négligés. Ainsi le roi Baudouin, ainsi la reine Élisabeth : le côté affectif de ces visites royales explique l'écho qu'elles rencontrent chez nos concitoyens.

● **Royaliste** : L'avenir des monarchies européennes amène à s'interroger sur les divers princes héritiers. Comment les choses se présentent-elles ?

Stéphane Bern : Ce qui est rassurant avec la monarchie, c'est qu'on sait toujours qui reprendra le flambeau : cela apaise en nous l'angoisse de l'avenir, puisqu'on sait que le navire de l'État ne partira pas à la dérive, qu'il y aura toujours quelqu'un qui incarnera les destinées de la nation.

L'éducation des princes héritiers est donc un point fondamental. L'observe, dans les monarchies européennes que les jeunes princes sont fort bien préparés à l'exercice de leurs responsabilités, tout simplement parce qu'ils sont associés dès leur majorité aux affaires de la



Couronne. Leur formation politique s'accomplit dans le cadre des institutions, et elle s'ajoute à la formation académique, à une formation militaire qui donne aux futurs rois une autorité en ce domaine qui peut se révéler fort utile comme on l'a vu en Espagne lors du putsch de 1981. Qu'il s'agisse du prince Charles d'Angleterre, dont nul n'ignore les interventions pertinentes dans la vie publique, de l'Infant Felipe d'Espagne, de la princesse Margareta de Roumanie ou du prince héritier de Bulgarie, l'avenir des monarchies européennes paraît assuré, par-delà les péripéties réelles ou supposées de la vie sentimentale de certains membres des familles royales.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

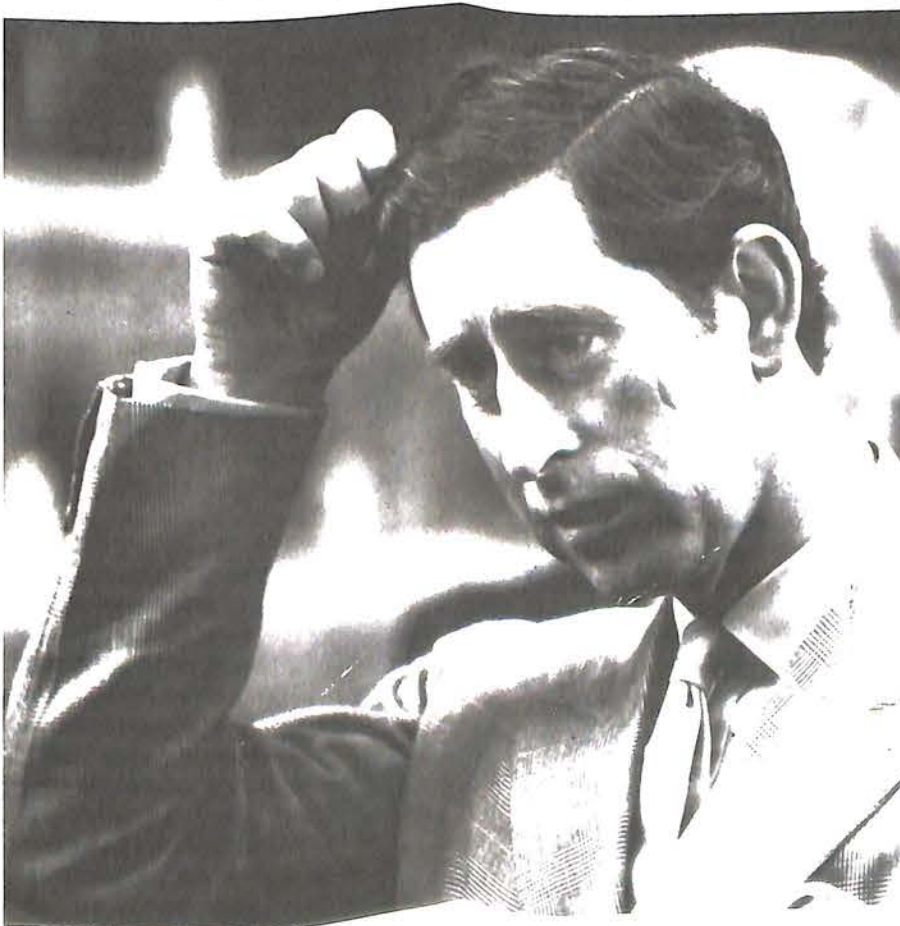
Offre spéciale pour les
lecteurs de *Royaliste* :
« *La Monarchie dans
tous ses états* »

Prix franco 110 F

Autres livres de Stéphane
Bern :

♦ « *L'Europe des rois* » - Ed.
Lieu Commun - Prix franco
150 F.

♦ « *Les couronnes de l'exil* »
- Ed. Balland - Prix franco
129 F.



♦ Un Prince héritier aux interventions pertinentes et remarquées.

Comme grand reporter au *Figaro* Madame, Stéphane Bern couvre les événements qui marquent ou qui affectent les reines et les rois. Ses articles et ses livres montrent qu'il sait s'élever au-dessus de l'anecdote et de la simple chronique pour réfléchir sur le fait monarchique. A l'occasion de la sortie de son troisième livre, « *La Monarchie dans tous ses états* » il a bien voulu répondre une nouvelle fois à nos questions.

« Courrier »

Maintenant que la chose existe, on mesure à quel point elle nous manquait.

M La chose ? Plus précisément un hebdomadaire qui est fondé sur une idée aussi simple que juste : donner aux lecteurs français soucieux de politique, d'économie et de culture la possibilité de lire les principaux articles publiés la semaine précédente dans la presse internationale.

Non, pas de misérables extraits de deux ou trois titres anglais et américains, mais des articles complets, soigneusement traduits et choisis dans la presse du monde entier.

Cet hebdomadaire s'appelle le *Courrier international* et le titre tient toutes ses promesses. On y trouve des articles du *Jornal do Brazil* et du *Financial Times*, de *Romania Libera* (Bucarest) et du *Dagens Nyheter* (Stockholm), de *Kontinent* (Sofia) et de *Asahi Shimbun* (Tokyo). Il y a aussi des caricatures de tous pays, des graphiques en couleur, une pointe d'érotisme, des statistiques et, en ouverture, un éditorial d'Alexandre Adler...

A propos de statistiques, un tableau publié par *The Economist* devrait faire réfléchir les patrons de la presse quotidienne française. Alors que la Norvège vient en tête (500 exemplaires par jour pour 1000 habitants), la France se situe au 20^e rang (150 exemplaires par jour). Pourtant, les Norvégiens regardent la télévision... Ce résultat lamentable s'expliquerait-il par la médiocrité des quotidiens français ? Le *Courrier* donne quelques éléments de réponse.

Y.L.

**Nous avons besoin
de vous...**

**...participez à la
souscription !**

Rire avec Elicha Ben Abouya

Rabbin et philosophe, Marc-Alain Ouaknin compose de livre en livre une oeuvre pleine d'allégresse. Rien n'est plus facile que de la partager.

P ourquoi lire un rabbin quand on n'est pas croyant ? Pourquoi lire un philosophe quand on n'a jamais fait de philosophie ?

Pourquoi un rabbin se pique-t-il de philosophie au point d'en devenir docteur ? Et comment la philosophie peut-elle se concilier avec un ministère religieux ?

La réponse à toutes ces questions, à vrai dire naïves, est dans un des premiers titres de ce doctoral rabbin : il faut lire comme on rit, aux éclats. Pour le plaisir d'un texte qui étonne et séduit. Parce que chaque page exprime une joie communicative, un bonheur d'aimer qu'il faudrait dire autrement qu'avec des mots usés.

La joie, l'amour ? D'aucuns penseront que c'est là l'ordinaire langue de bois des religieux de toutes sortes. Leur méprise ne sera pas longue à dissiper puisque notre auteur a successivement publié un *Eloge de la carasse* (1), des *Méditations érotiques* (2) et un *Concerto pour quatre consonnes sans voyelles* (3) qui indiquent clairement que ce philosophe n'est pas un esprit abstrait indifférent ou ennemi du sensible, que ce rabbin ne vit pas courbé sur le texte sacré dans l'oubli du monde créé et des êtres de chair. Avec Marc-Alain Ouaknin, nous participons au mouvement d'une « pensée rieuse », intelligente à proprement parler en ce qu'elle relie la lecture de la Bible et du Talmud à celle des plus modernes auteurs dans une réflexion qui s'adresse aux juifs et aux chrétiens, aux croyants et aux incroyants - bref à tous ceux qui veulent trouver et retrouver du sens sans perdre leur liberté.

La démarche est plus difficile qu'il n'y paraît : dès qu'il y a explication, la tentation est forte de s'y arrêter, de l'enfermer dans un dogme qui l'épuise et qui ruine

notre liberté. Mais la liberté peut se réduire aussi à une divagation insignifiante, d'où surgissent l'angoisse et le désir d'une réponse religieuse et politique absolue, définitive. Alors il importe de préserver la liberté de l'interprétation, le questionnement incessant - par rapport à un texte et selon une tradition. Mais, sacré ou sacralisé, le texte n'incite-t-il pas à la récitation ? Et la tradition n'est-elle pas clôture et



répétition infinie ? Marc-Alain Ouaknin ne cesse de protester contre cette réduction et cette mutilation - et avec lui tous ceux qui pratiquent avec un humour délicieux la « lecture infinie » de la Bible et du Talmud.

Car tous ces rabbins ne sont pas sérieux ! Ils racontent de drôles d'histoires, ils jouent avec les lettres et les mots... Mais l'humour juif n'est pas une plaisanterie : il participe de la sagesse philosophique, il est essentiel à la lecture talmudique. Ainsi le rire d'Elisha ben Abouya « fait éclater toute pensée qui s'installe dans l'illusion de contenir logique et vérité ». Rire aux éclats permet de lire en liberté. Et la tradition devient le contraire d'un dogme étreint dès lors qu'elle est comprise comme mémoire accueillante et féconde : « un passé sans tradition est une violence pour le

présent, alors que le passé de la tradition ne tire pas en arrière mais pousse en avant, selon la formule de Rabbi Nahman (...). *Il n'y a de souvenir qu'en direction du monde qui vient* ». Si le sens de ces phrases est immédiatement accessible, il ne sera jamais épuisé et s'offre par conséquent au commentateur - à commencer par le nôtre.

Prolonger le commentaire, c'est
 voyager dans le temps, c'est faire
 l'expérience du temps qui naît dans
 l'espace entre le texte et l'interpréta-
 tion du texte. Et ce voyage permet
 de faire vivre le sens au lieu de le
 fixer, et de vivre soi-même dans la
 liberté. Remonter jusqu'à Adam et
 Eve, et relire la Bible à ce sujet,
 c'est s'apercevoir que la femme n'a
 pas été tirée de la côte du premier
 homme puisque le mot qui décrit
 l'opération signifie à la fois opposi-
 tion et récit. La femme ne surgit pas
 comme complément de l'homme,
 « elle est prise de l'homme afin de
 le faire sortir de la totalité de son
 propre moi.(...) Ainsi peut-on dire
 que la femme est un **roman** ; elle
 introduit fiction et scission, elle est
 le récit de la brisure en l'homme ».

Hélas, chacun sait que, dans la relation à autrui, la violence n'est jamais loin. Penser, et vivre, c'est lui opposer une éthique de la caresse, reconnaître dans tout visage le sourire de Dieu, retrouver une politique accomplie au risque de l'histoire. Car le souci politique, à moins de s'abolir dans la logique totalitaire, implique l'ouverture à la multiplicité du sens, le dialogue, donc le respect de l'autre homme, et une relation à la loi qui ne va pas sans humour. La sagesse est dans l'incertitude.

Yves LANDEVENNEC

- (1) « Lire aux éclats, Eloge de la
caresse » - Ed. Lieu Commun, 1989 -
Réédition Quai Voltaire 1992 - Prix franco
153 F.
« Méditations érotiques, Essai sur
Emmanuel Lévinas » - Ed. Balland, 1992 -
Prix franco 115 F.
(3) « Concerto pour quatre consonnes
sans voyelles, Au-delà du principe
d'identité » - Ed. Balland, 1991 - Prix
franco 153 F.

-IDÉES

L'involution de l'homme

Il n'y avait guère de monde dans l'hémicycle du Palais Bourbon. Et pourtant les députés y discutaient d'une des plus graves questions de notre temps. Comment encadrer par la loi tout le champ de la recherche et des applications de la biologie de pointe ? Les politiciens peuvent être bien persuadés qu'il y va de l'avenir de l'espèce humaine et plus encore de la dignité de l'homme. Seul(e)s quelques mordu(e)s étaient disposé(e)s à en débattre - Yvette Roudy, François Mattei, Christine Boutin - non parfois sans éclats, sous l'œil attentif d'un Bernard Kouchner qui trouvait cela d'un très bon niveau. Mais un des principes essentiels de la démocratie eut exigé que tout cela se passât l'Assemblée réunie au grand complet, comme dans les circonstances les plus solennelles (la guerre du Golfe par exemple) et une chaîne de télévision de service public diffusant sans désenparer l'ensemble du débat.

Beaucoup de questions étaient suspendues aux trois projets de lois présentés par le gouvernement au terme d'une longue élaboration. Mais l'une d'entre elles aurait pu ordonner la discussion. Pouvons-nous accepter la perspective d'un nouvel eugénisme, dépourvu certes de certaines des caractéristiques totalitaires et de l'idéologie infamante de la médecine nazie, repeint aux couleurs de l'individualisme, du choix personnel et de la prévention des maladies, mais marqué néanmoins d'une volonté de maîtrise de l'évolution de l'espèce, au risque de se laisser posséder par cette maîtrise ? Les optimistes, au nom du droit à la recherche et de la bonté intrinsèque de la science, ont tôt fait de balayer ce genre de scrupules. Ils dénonceront peut-être au passage la peur, qui est toujours l'indice d'une mentalité réactionnaire. Il est vrai que la peur est souvent dangereuse lorsque dans l'affolement elle provoque les pires instincts de défense. Mais il existe une façon de dénoncer sans cesse cette peur, qui devient terroriste. Les gens qui eurent peur de Hitler dès les débuts avaient raison d'avoir peur. Et je suis à peu près persuadé que lorsque ses médecins fous entreprirent l'euthanasie des handicapés, il s'est trouvé des gens de progrès qui n'avaient pas peur pour trouver cela très bien. Je réclame donc un droit à la peur raisonnée contre les optimismes et les progressismes béats.

BIOLOGIE ET DIGNITÉ DE L'HOMME

Cela dit, on répondra que si eugénisme il y a, il est aux antipodes de celui-là. Pierre-André Taguieff, dont j'ai toujours suivi les analyses avec intérêt et profit, s'est insurgé il y a quelques mois contre les fantasmes que provoque la phobie idéologique de l'eugénisme. Bernard Edelman lui a répondu dans la revue *Droits* (1991, n° 13) avec des arguments sérieux. Peut-on vraiment défendre la qualité de la vie promue par les progrès technologiques en l'opposant à un « caractère sacré » qui bloquerait toute avancée thérapeutique et même « eugénique ». L'expression n'est pas claire. Si le sacré renvoie simplement à ce qui est objet de respect, voire même de vénération, il ne s'accorde pas forcément à une attitude passiste et plus encore obscurantiste. Le biologique humain est solidaire de la dignité de la personne. De ce point de vue, il y a à retenir de la valorisation nietzschéenne du corps - « *Je suis corps tout entier et rien d'autre* » - qui implique étonnement et questionnement. Impossible de le ramener à un objet technique, impossible non plus d'en faire une statue intouchable. Si passionnante soit la recherche sur les parcelles du corps, le gène, il serait fou de ne pas considérer qu'il s'insère dans un ensemble qui fait sens et se déborde lui-même. Comme l'écrit Jacques Testart : « *S'il faut bien, à chaque nouveau pas de la connaissance, qu'apparaissent des experts inédits du parcellaire, il faudrait aussi inventer une méthode globale pour faire vivre la recherche, c'est-à-dire conserver du sens à chaque extrémité de chaque ramification* ».

Testart justement ! Cet homme constitue au coeur des interrogations de la recherche en biologie un vrai paradigme. Engagé jusqu'au cou dans la procréation assistée, il regarde en avant pour jauger les termes des avancées prochaines de la technique du corps humain et crie : halte là ! Il est un moment où la morale dicte ses impératifs catégoriques aux chercheurs. Le corps technique ne peut abolir le corps question. Si graves sont les implications humaines des moyens d'agir que le savant est obligé de s'arrêter et de s'asseoir pour réfléchir. Ce n'est pas chose commune parmi les intéressés qui pour être savants, note-t-il ironiquement, « *savent beaucoup sur presque rien* » et ont une peine infinie à lever les yeux au delà de leur minuscule champ d'investigation. Testart lui s'est mis à réfléchir et il faut lire absolument son dernier livre « *Le désir de gène* » qui met en perspective tout le dossier de l'eugénisme et des implications des dernières découvertes opérationnelles.

EUGÉNISME : TENTATION DANGEREUSE

L'eugénisme n'est pas l'invention des nazis. Le rêve d'une humanité délivrée de ses fatalités et rendue plus performante a été cultivé par des sociétés libérales. Et le bon docteur Carrel qui a passionné toute une génération avec son essai fameux « *L'homme, cet inconnu* » a lui même dérapé au point de retrouver les nazis sur le terrain eugéniste, alors qu'il parlait vraiment d'ailleurs ! Alors, autant y réfléchir à deux fois, avant de s'indigner des rapprochements scandaleux. Ce n'est pas parce qu'il est séparé de son environnement idéologique raciste et de son cadre politique totalitaire, que l'eugénisme ne constitue pas une tentation dangereuse. Conçu à l'intérieur d'une culture démocratique, il se révélera peu à peu un danger majeur pour celle-ci. Jacques Testart indique avec précision selon quel processus.

La procréation assistée implique automatiquement aujourd'hui un diagnostic préimplantatoire qui va bien au-delà des risques du diagnostic prénatal aujourd'hui couramment pratiqué chez les femmes au-delà de la quarantaine. En effet quand on découvre des malformations du fœtus, on s'engage souvent à ce qu'on appelle un avortement thérapeutique. Au moins, dit Testart, cette expérience pénible à tout le moins, constitue-elle une sorte de garde-fou. On est dans le tragique et il n'est pas envisageable de s'engager ainsi par esprit de système dans la voie de l'amélioration de l'espèce. Il n'en va pas de même avec le diagnostic préimplantatoire, qui donne la possibilité de choisir parmi les embryons que l'on a obtenus après fécondation, celui qui correspond à nos critères eugéniques. L'avertissement est gravissime : ainsi sommes nous en présence d'un saut technologique qui donne les moyens d'une biopolitique de l'espèce. On pense ainsi supprimer nombre de potentialités de maladies sans trop savoir ce à quoi l'on aboutira vraiment. Ce qui est renforcé c'est une maîtrise qui ne cessera de se repaître d'étranges fantasmes : « *Une niche chaude, imperméable, stérile, un rêve d'enfant bulle, sans ennemis, même s'il peut être aussi sans amis* ». Le narcissisme confortera ces pratiques même pas fondées sur d'authentiques certitudes, puisque ce radioguidage de l'espèce s'autorisera de prédictions infiniment moins fiables que notre météo. Et si l'on oppose à cela, qu'il y a une irréversibilité de la science et de la technique ; il faudra répondre avec Jacques Testart : « *La civilisation n'est arrivée et ne perdure que par les interdits qu'elle ose proclamer* ».

Gérard LECLERC

Jacques Testart - « Le désir du gène » - Ed. François Bourin - prix franco 145 F



Gérard Leclerc

EN QUELQUES MOTS

■ **AMIS DE LA MAISON DE FRANCE** : L'Assemblée générale annuelle de l'association des *Amis de la Maison de France* a eu lieu le 5 décembre à Paris. Après la présentation des différents rapports sur ses activités et les débats sur les projets et l'avenir de l'association, les participants ont pu admirer un diaporama sur la célébration des noces de diamant du comte et de la comtesse de Paris. Un déjeuner, présidé par la princesse Chantal de France, a clos les travaux de la réunion.

■ **COMTE DE CLERMONT** : A l'occasion du vernissage de son exposition de tableaux, *Paris Match* a interrogé le comte de Clermont et lui consacre quatre pages dans son numéro du 10 décembre. On y apprend à cette occasion que le prince est en train de terminer un livre qui s'appellera « Vivre la France ». Interrogé sur sa conception de la monarchie il a déclaré : « Je pense à la construction d'une royauté moderne qui refuserait les racines et les exclusions de toute sorte, que ce soit pour des questions de peau, de religion ou d'âge » et « Être roi ne confère pas un pouvoir matériel de domination, mais correspond à un mandat qui nous échoit pour servir notre pays et son peuple. En prenant conscience des souffrances des autres, en tentant de les soulager. Et peut-être aussi en réussissant à les faire rêver à une autre dimension d'eux-mêmes et de notre pays ».

■ **YUGOSLAVIE** : A l'initiative des *Amis de la Maison de France*, le 7 novembre dernier la comtesse de Paris donnait une conférence sur Blanche de Castille à l'Institut du Monde Arabe. Cette conférence était organisée au bénéfice des enfants victimes de la guerre dans l'ex-Yugoslavie. Le 8 décembre, en présence de la Princesse Chantal de France, Stéphane Bern, au nom des Amis de la Maison de France, remettait un chèque à S.A.R. la princesse héritière Katherine de Yougoslavie, présidente de l'association « S.O.S. Yougoslavie ».

■ **ROUMANIE** : A Bruxelles un dîner de gala a été organisé au profit de la filiale belge de la *Fondation Princesse Margaritha*. On sait que la princesse Margaritha, fille aînée du Roi Michel de Roumanie, s'efforce à faire naître dans différents pays des fondations qui portent son nom et se consacrent à une action humanitaire et culturelle au profit du peuple roumain.

■ **PRINCESSE CHANTAL** : Un jury composé de personnalités des médias, de la politique et du spectacle, réuni à l'initiative du journal *Marie-Claire*, a désigné la princesse Chantal de France comme une des soixante femmes qui ont le plus « marqué » l'année 1992.

■ **LOUIS XVI** : A l'occasion du 200^e anniversaire de l'exécution de Louis XVI un colloque se tiendra à Paris en janvier. Le 8 janvier au Sénat sur le thème « Le bicentenaire du procès du Roi » et le 9 janvier au Palais de Justice sur le thème « Commémoration de la défense du Roi ». Parmi les intervenants on note, entre autres, les noms de Jean Imbert, Jean-Marc Varaut, Jacques Robert, Arlette Lebigre, Jean Tulard, Jean Brancourt, Jean-Denis Bredin. Le secrétariat du colloque est assuré par Claude Goyard, Université Paris II, 12, place du Panthéon (tel. : 44.41.59.12).

Le mystère du Boiroux

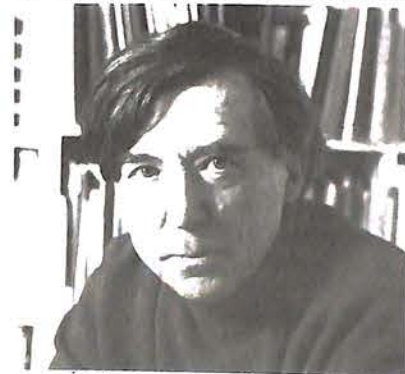
Avec *Le Cocher du Boiroux*, Michel Ragon retrouve la Vendée et la descendance de Dochagne (1) et nous offre un de ses meilleurs romans, sinon le meilleur. Et le plus mystérieux.

L'oeuvre de Michel Ragon est à la Vendée ce que celle de Jean Giono est à la Haute-Provence. Tout comme *Regain* ou *Colline*, *Les mouchoirs rouges de Cholet* ou *La louve de Mervent* décrivent une société rurale fondée sur le rapport qu'elle entretient avec la nature. Jamais, cependant, le rapprochement des deux oeuvres n'était apparu aussi évident que dans *Le cocher du Boiroux*, le dernier livre de Michel Ragon. Ouvrons ici une parenthèse pour reconnaître, malgré le mal que l'on peut penser, par ailleurs, de Giono et de son oeuvre, un grand talent de conteur à l'un et une énorme qualité littéraire à l'autre. Fin de la parenthèse.

Néanmoins, des divergences existent entre les deux oeuvres, plus particulièrement quant aux angles d'approche. Ainsi, Victorine Châgneaux, l'héroïne du *Cocher du Boiroux* serait-elle cousine germaine d'Ennemonde. Mais une cousine qui célèbre, à sa manière certes, la gloire du Dieu du Livre, alors que sa parente du sud de la France voue un culte au dieu Pan et autres divinités antiques, comme si le Christ, en remontant vers le Nord-Ouest, avait soigneusement évité la Provence. Autre différence, Ragon aime ses personnages : ceux-ci ne servent pas uniquement de faire-valoir à une nature que l'auteur du *Chant du monde* encense à chaque page, ou presque. Enfin, alors que la Provence de Giono semble s'être figée une fois pour toute, il y a fort longtemps, dans une structure sociale désuète, la société vendéenne telle que la décrit Ragon, dans les récits qu'il lui consacre, est en perpétuel mouvement.

C'est dans cette perspective que s'inscrit *Le Cocher du Boiroux*. Au début du XX^e siècle, Monsieur

Henri, un jeune noble installé à Paris où il fait carrière dans l'industrie revient au pays car son père, lentement, agonise, rongé par le mauvais vin qu'il a pris l'habitude de boire avec les domestiques qui lui sont restés fidèles. A son grand étonnement, rien n'est plus comme avant. Le lien social se dissout sous les coups de boutoir conjugués de l'industrialisation et de l'alcool. Les anciens maîtres se meurent et ne laissent pour héritage à leurs enfants que des châteaux en ruines dont ceux-ci n'ont que faire. Les valets de ferme, braconniers, dames de



compagnie et autres journaliers partent petit à petit, qui à la ville grossir les rangs du petit peuple des ouvriers et des artisans, qui dans les colonies comme soldats, qui ... en prison.

Dans *Le Cocher du Boiroux*, Michel Ragon renoue avec la descendance de Dochagne (1) devenue Châgneaux, comme pour insister sur les changements intervenus dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Et les Châgneaux ont, comme qui dirait, de qui tenir. Le plus jeune a hérité du patriarcat son dégoût de l'injustice et son sens de la révolte. Alors que l'aïeul était capitaine de paroisse pendant la première guerre de Vendée, Ernest Châgneaux est militant socialiste, proche de Jaurès. Plus encore que l'illustre père fondateur de la dynastie, les descen-

dants de Dochagne vivent dans un monde qui n'est pas fait pour eux. Mais, contrairement à lui, ils ne le reçoivent pas comme une fatalité, ils voient dans le progrès un formidable outil pour changer le monde. Même s'ils savent que cela leur sera difficile et que la partie n'est pas gagnée d'avance, ils conservent l'espoir.

Avec *Le Cocher du Boiroux*, Michel Ragon cherche plus à éveiller l'attention du lecteur sur le fait que l'Histoire n'est pas écrite d'avance, qu'à résoudre les énigmes dont il parseme son récit. En cela, il reste fidèle au message de *La Mémoire des vaincus* qui consistait à montrer que les vaincus ne sont pas toujours ceux que l'on croit et que les vainqueurs d'hier peuvent être les vaincus de demain. Il pose des questions, laissant les réponses en suspens. Est-ce vraiment l'alcool qui a tué Monsieur le baron ? Clovis et Victorine sont-ils les auteurs d'une machination ? Monsieur Henri se sortira-t-il du marais dans lequel il s'enlise à la fin du roman ? Après tout, il survivra peut-être, même si son sort semble scellé : la littérature populaire nous a habitués à des rebondissements autrement plus improbables. Le récit se termine alors que l'histoire est à son paroxysme, laissant le lecteur sur sa faim. Puisse *Le Cocher du Boiroux*, le plus court mais aussi le plus dense et l'un des meilleurs romans que Michel Ragon nous ait offert jusqu'à présent, être un en-cas dans l'attente d'une suite plus consistante mais tout aussi alléchante.

Patrice LE ROUË

(1) Le héros des *Mouchoirs rouges de Cholet* et de *La Louve de Mervent*.

Le cocher du Boiroux - Ed. Albin Michel - Prix franco 115 F.

« Les mouchoirs rouges de Cholet » - Ed. Albin Michel (prix franco 138 F) - Ed. Livre de poche (prix franco 38 F). « La louve de Mervent » - Ed. Albin Michel (prix franco 105 F) - Ed. Livre de poche (prix franco 38 F). « La mémoire des vaincus » - Ed. Albin Michel (prix franco 148 F) - Ed. Livre de poche (prix franco 56 F).

Bertrand Renouvin

L'amour discret de la patrie



ramsay

de culture

Le dernier livre de Bertrand Renouvin

« L'amour discret de la patrie »

Ni livre-programme, ni dissertation savante, le dernier essai de Bertrand Renouvin est plutôt une sorte de conversation tantôt vive, tantôt ironique sur des sujets qui sont d'une brûlante actualité. C'est aussi un appel à tous ceux qui éprouvent un amour discret de la patrie à se mobiliser pour « sauver la politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● **Mercredi 16 décembre** - Par un hasard du calendrier, c'est au moment où, à leur tour, certains journalistes sont éclaboussés par des scandales que sort le livre de **Françoise BERGER** : « *Journaux intimes, les aventures tragico-comiques de la presse sous François Mitterrand* ». Journaliste au Figaro, puis au Monde et finalement à Libération, Françoise Berger est une fine connaisseuse du monde de la presse dont elle dévoile, sans indulgence, la vie secrète. Son livre fera grincer bien des dents...

● **Mercredi 23 et mercredi 30 décembre** - Pas de réunion en raison des fêtes.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double cœur vendéen - 24 mm de haut.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

I.L.E.-DE-FRANCE

A l'occasion de la nouvelle année la Fédération de l'Ile-de-France organise un « *Pot de l'an nouveau* » dans les locaux du journal le **Samedi 9 janvier** de 15 à 18 h. Tous les lecteurs et amis de *Royaliste* y sont bien sûr conviés.

Rappelons que la Fédération organise des activités militantes régulières et que ses animateurs seraient particulièrement heureux de recevoir pour cela l'aide, même irrégulière, d'un plus grand nombre de sympathisants. Prenez contact avec Hugues Bouchu par exemple à l'occasion d'un prochain « mercredi »...

ADHESION

Le congrès des adhérents de la N.A.R. se tiendra les 3 et 4 avril prochains. Pourront y participer tous les adhérents à jour de cotisation pour 1993. Nous incitons très vivement ceux des lecteurs de *Royaliste* qui partagent l'essentiel des idées défendues par la N.A.R. à « *prendre leur carte* » d'adhérent. Ils pourront ainsi participer au Congrès et à l'élaboration des grandes options de notre mouvement.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par **année complète**, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles **un par un** au prix franco de 17 F pièce.

Envoyez votre participation à la souscription C.C.P. ROYALISTE 18.104.06 N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « *Immigration et citoyenneté* », « *Éducation* » et « *Corse* ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « *La N.A.R. en textes* » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

PHOTOS

Notre service librairie dispose de différents modèles de photos de la Famille de France.

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992).

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco : format 10x15 : 16 F - format 13x18 : 30 F - format 20x30 : 58 F.

Quelles justices populaires ?

I l y a en France un sale climat, une ambiance de passions malsaines, lourde de discours irresponsables, d'actes incontrôlés, de règlements de comptes surnois au cours desquels on viole allégrement le secret de l'instruction, le respect de la vie privée et la présomption d'innocence.

Un jour, ce sont les accusations d'un escroc cherchant son salut dans la délation qui se retrouvent à la une des journaux - et voici Georgina Dufoix à nouveau impliquée dans un « scandale ». La veille, c'était le nom de Michel Noir qui apparaissait sur la liste des suspects parce que son gendre avait été inculpé et mis sous les verrous. Et tant d'autres, semaine après semaine, qui sont traînés dans la boue pour le simple motif qu'il y a enquête sur un personnage proche, qui l'a été, ou qui aurait pu l'être. On ricane, on extrapole, on s'indigne jusqu'au moment où l'on s'aperçoit qu'on est allé trop loin, qu'il n'y avait pas de preuves, et que les « révélations » n'étaient que des allégations mensongères.

JUSTICIERS ?

E h ! oui... Certains parlementaires de droite regrettent maintenant d'avoir demandé que Laurent Fabius soit traduit en Haute Cour. Telle perquisition ne permet pas de retrouver les documents qui, disait-on, accablaient Georgina Dufoix. Et François Léotard, comme Michel Noir, ne méritent pas le traitement médiatique qui leur a été réservé. Hélas, quelle que soit l'affaire, et la personne impliquée, les excuses et les remords ne changent rien : des accusations ont été lancées, des jugements ont été rendus, par n'importe qui, n'importe comment, hors de tout contrôle, avant que la Justice se soit éventuellement prononcée.

D'aucuns penseront que les « politiques » sont tous corrompus, et que l'innocence présumée ou reconnue n'ôte finalement rien à leur culpabilité

naturelle - ce qui légitimerait le rôle de justiciers joué par les gens des médias. Drôles de justiciers, qui voient se retourner contre eux la logique du scandale dont ils tiraient de vertueux effets. Drôles de justiciers, qui publient des écoutes sauvages en arguant d'un droit qui leur serait particulier. Drôles de justiciers, puisque nous avons appris par un article du *Monde* qu'un journaliste de cette austère institution avait travaillé pour le Docteur Garetta et qu'il avait, en compagnie d'un collègue, abusivement



chargé les hommes politiques dans le scandale du sang contaminé.

Il y a plus grave encore que l'ignorance des tribunaux médiatiques qui appliquent la loi des suspects pour augmenter les tirages et faire grimper l'Audimat. Ce qui est plus grave que tout, c'est que l'esprit de justice est en train de se perdre, y compris chez ceux qui s'en réclament, y compris chez des compagnons de lutte.

Revenons sur deux affaires récemment jugées aux Assises. La première, c'est l'acquiescement de la boulangère de Reims qui avait tué un jeune homme à la suite d'une algarade. Il est vrai que la plaidoirie de la défense mêlait le cynisme et la démagogie, que le jugement était choquant, que le matraquage de la famille et des amis de la victime au sortir de la salle d'audience ajoutait le scandale au scandale. L'indignation était d'autant plus fondée que le jugement, qui ne

peut être modifié, pourrait être cassé « dans l'intérêt de la loi ».

VERDICTS

M ais fallait-il descendre dans la rue, comme l'ont fait *SOS Racisme* et d'autres organisations dont nous sommes proches ? Oui, à la rigueur, s'il s'agissait de manifester sa solidarité avec la famille de la victime. Assurément non, s'il s'agissait de faire pression sur la Justice. Or, à entendre le nouveau responsable de *SOS Racisme*, c'est la seconde attitude qui a prévalu. Après la condamnation à treize ans de prison de Roger Maillard, coupable d'avoir tué un jeune homme qui faisait du bruit, Fodé Sylla déclarait que le jugement prouvait que « quand on se mobilise, on peut gagner ». Analyse cohérente puisque, après l'acquiescement de Reims, *SOS Racisme* expliquait le verdict par « la campagne orchestrée par l'extrême droite ». Mais analyse redoutable par ce qu'elle implique et suggère :

- présenter un verdict comme la conséquence d'une mobilisation, c'est suggérer que les magistrats et les jurés sont soumis aux manifestations de rues. Le jury populaire est contesté par le peuple des manifestants, ce qui revient à opposer des préjugés politiques, sociaux et ethniques qui pèsent sur les décisions des jurés, à la « clairvoyance » de certains partis et mouvements qui se posent en justiciers.

- présenter un verdict comme le résultat d'une campagne politique, c'est par conséquent entrer dans une dialectique partisane qui opposera le discours « sécuritaire » et le discours antiraciste dans un parfait mépris de l'indépendance de la Justice que par ailleurs on réclame à grands cris.

Pour assurer l'indépendance de la Justice à l'égard du pouvoir politique, pour la libérer autant que possible des préjugés de classe et de certains réflexes déplaisants, il faut sans aucun doute réformer l'institution judiciaire. Mais, de grâce, n'entrons pas dans la logique de la justice populaire, qui ne sera jamais rien d'autre qu'une justice politicienne, et mobilisons nous pour résister au climat de lynchage qui est en train de se développer dans notre pays.

Bertrand RENOUVIN